

Pourquoi « Mr. H. » se rend au Moyen-Orient

Le voyage brusqué d'un aussi haut personnage que le secrétaire général des Nations Unies au Moyen-Orient est un témoignage des préoccupations du monde diplomatique sur les développements dans cette région du monde.

Formellement la raison du voyage est une plainte du gouvernement jordanien sur l'impartialité du chef militaire représentant les Nations Unie entre la Jordanie et Israël, de nouveaux incidents de frontière se produisant entre ces deux Etats. Mais il est beaucoup plus probable que ce n'est là qu'un prétexte et que le secrétaire des Etats-Unis procède à une enquête et à des sondages avec des objectifs beaucoup plus larges.

En effet, une première constatation s'impose: la faillite de la « doctrine Eisenhower » proclamée peu après la fin de l'aventure franco-anglaise de Suez. L'impérialisme américain, sous prétexte de combler un « vide » qui pourrait attirer l'URSS, visait à consolider les positions des forces au service des impérialistes et à isoler le gouvernement de Nasser qui entretenait des relations jugées néfastes avec l'URSS. La doctrine Eisenhower commença à marquer un point en aidant le roi Hussein de Jordanie à éliminer un gouvernement populaire et à gouverner avec l'aide de crédits américains et l'instauration de l'état de siège (déjà en vigueur depuis sept mois).

Mais le deuxième stade de l'opération, la mainmise sur la Syrie, échoua. Les courants anti-impérialistes prirent l'initiative des opérations, bénéficiant d'une aide soviétique importante sous la forme d'armes et, surtout, de crédits à long terme qui allaient permettre un développement économique du pays.

Le gouvernement américain a aussitôt tenté diverses manœuvres, encourageant même une opération militaire à partir de la Turquie, mais l'affaire fut écartée et le gouvernement soviétique ne mâcha pas ses mots: une guerre ne serait pas localisée. En outre, en raison des sentiments des masses, aucun gouvernement arabe ne pourrait engager la guerre contre la Syrie; sur ce point la faillite de la doctrine Eisenhower était éclatante.

En Israël, en dépit de la griserie des succès militaires de l'opération du Sinaï en 1956, on commence à déchanter: cet Etat peut servir de pion aux impérialistes, mais d'un pion qu'on ne craint pas de sacrifier.

Les Anglais et les Français ont recommencé à négocier avec les Egyptiens. Les Américains sont en train de reconsidérer l'accord de crédits à l'Egypte. Mais, en même temps, les Américains ne sont à aucun prix disposés à négocier avec l'URSS une sorte de *modus vivendi* au Moyen-Orient. C'est une question qui soulève de sérieuses oppositions dans les sphères politiques du monde capitaliste. Ainsi, Bevan, avec toute l'autorité que lui confère la perspective de devenir le prochain ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté, est allé à Washington essayer de convaincre Dulles qu'il fallait se montrer plus souple en la matière.

Mais intervient là la nature même du capitalisme, qui ne veut engager des capitaux que dans des conditions qui lui assurent un profit et l'absence de compétition pour ses propres in-

dustries dans les métropoles. En face de cela, l'URSS se montre de plus en plus capable de contribuer à aider les pays sous-développés, sans contre-partie.

Un journaliste du *Figaro* qui vient d'enquêter dans cette région le confirme sans détour:

« Quand nous avons voulu des armes, disent les Syriens, on nous a demandé ce que nous voulions en faire, puis on a exigé de nous tout un ensemble d'engagements. Nous ne devions pas nous en servir contre Israël. Nous devons suivre une politique anticommuniste. Il nous était interdit d'établir des relations avec les pays du bloc soviétique.

« Quand je me suis adressé aux Russes, a raconté le président Kouatly, ils m'ont posé une seule question: « Combien en voulez-vous? » Trois semaines plus tard les premières livraisons arrivaient. »

« On m'a redit la même chose au sujet du récent accord économique syro-soviétique. La B.I.R.D. fait des conditions infiniment moins favorables que Moscou. Les crédits sont liés à des engagements politiques. Les grands travaux doivent être effectués par des firmes occidentales..., etc. Les Russes n'ont posé aucune condition. »

Que Mr. H. ou tout autre grand personnage cherche à trouver une solution favorable au capital, il pourra peut-être avoir une audience auprès de couches les plus réactionnaires de ces Etats, mais les masses voient l'impérialisme s'emparer des richesses, et en premier lieu du pétrole, et leur refuser les moyens de connaître un développement économique. La politique soviétique, basée uniquement sur l'entente avec des couches bourgeoises et petites bourgeoises risque de fourvoyer pendant un temps la lutte des masses sur des voies erronées. Mais rien ne pourra en définitive enrayer la poussée des masses arabes qui libéreront le Moyen-Orient de la tutelle impérialiste et s'orienteront vers une Fédération de nations socialistes.

Aux États-Unis, un échec de la « chasse aux sorcières »

La résistance à la « chasse aux sorcières » se poursuit et marque quelques points. Le plus récent succès est celui du Dr. Otto Nathan, Professeur d'économie politique, partisan de longue date du marxisme, exécuteur testamentaire d'Albert Einstein dont il était un ami intime.

Le Dr. Nathan avait obtenu un passeport américain, après près de trois ans de démêlés avec le State Department qui le lui refusait sous prétexte qu'il aurait été, jadis, membre du PC allemand. Le passeport ayant été accordé après qu'un tribunal ait mis en cause la procédure employée par le State Department, c'est une Commission du Parlement américain qui convoqua le Dr. Nathan pour tenter de le faire poursuivre comme parjure. Ayant refusé de répondre à une question en invoquant les droits accordés par le premier amendement de la Constitution, et ayant refusé de répondre à cette Commission son passeport, il fut poursuivi pour « mépris du Congrès ». Il fut tout d'abord condamné. Mais la Cour Suprême s'étant prononcée récemment contre une condamnation dans un cas analogue, le juge fut — à son grand regret publiquement exprimé — contraint d'acquiescer le Dr. Nathan.

Mais ce n'est qu'un petit succès, et il ne pourra en être autrement tant que les États-Unis ne connaîtront pas une poussée des masses.

Notre Internationale

L'activité du Parti Ouvrier Révolutionnaire d'Argentine

Tout en continuant sa lutte auprès des travailleurs dans les lieux de travail pour faire triompher leurs revendications politiques, économiques et syndicales, dont l'indépendance de la C.G.T. par rapport à l'Etat qui la contrôle toujours, l'organisation trotskyste — le *Parti Ouvrier Révolutionnaire* — poursuit inlassablement sa propre campagne politique pour faire connaître aux masses son programme.

Cependant le P.O.R. est toujours une organisation non reconnue par les lois du pays, ce qui constitue un grand handicap pour l'activité publique du parti. Aussi, et dans le cadre de sa lutte pour la défense du mouvement ouvrier organisé, le P.O.R. vient de commencer une campagne pour exiger et obtenir la légalisation du parti.

Il a en outre commencé une série de réunions en pleine rue où les dirigeants et cadres du P.O.R. développent, devant des personnes de plus en plus intéressées, les idées générales du trotskysme et des solutions que le P.O.R. propose pour conjurer la catastrophe qui menace l'Argentine sous le gouvernement Aramburu ou sous tout autre du même genre qui pourrait le remplacer.

La première de ces réunions s'est tenue à la fin d'octobre, sur la place Once, dans un district très populaire de Buenos-Aires. Devant plus de 500 personnes attirées par la convocation parue dans « *Voz Proletaria* », organe du P.O.R., les camarades Fanjul, De Yebra et Muniz prononcèrent des discours qui furent très écoutés.

L'audience publique que le P.O.R. trouve de plus en plus ne témoigne pas seulement du sérieux de l'activité politique du parti, elle témoigne également de la maturité politique révolutionnaire de larges couches ouvrières argentines.

Meeting à Montevideo

Le 11 novembre dernier, nos camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire d'Uruguay ont tenu une réunion publique à Montevideo pour commémorer le 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

A cette réunion parlèrent les camarades Luis Naguil, d'Uruguay, ainsi que le camarade Fanjul, du Parti Ouvrier Révolutionnaire d'Argentine.

Sous peu paraîtra un numéro spécial de Quatrième Internationale, contenant tous les documents adoptés par le 5^e Congrès Mondial (octobre 1957) et les rapports qui y furent présentés.

Le Manifeste du 5^e Congrès Mondial — qui a été publié en français dans le numéro de « Quatrième Internationale » d'octobre — vient d'être édité en anglais, dans une brochure au prix de 50 francs.

Ce Manifeste vient d'être également publié en italien par nos camarades dans leur journal *Bandiera Rossa*.

Sous presse se trouve un livre du camarade M. Pablo, Dictature du prolétariat, Démocratie, Socialisme, examinant les problèmes économiques et politiques des régimes de transition à la lumière des expériences depuis Octobre 1917. Nous reviendrons sur ce livre dès qu'il paraîtra en librairie.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi